Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 73 (1981)
Heft: 11-12

Artikel: Confédération internationale des syndicats libres : paix, sécurité désarmement
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-386080>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 04.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Confédération internationale des syndicats libres

Paix, sécurité et désarmement

*Propositions pour une politique de la CISL
adoptées par le Comité exécutif à sa session en novembre 1981*

La course aux armements, la sophistication et la prolifération toujours plus grande des armes nucléaires font planer sur l'humanité une menace sans égale pour son existence même, et cela dans une période où les efforts afin de réduire les tensions et de promouvoir la détente ont subi de sérieux revers.

Bases de notre engagement

La paix est une des conditions du progrès économique et de la justice sociale. Elle doit se fonder sur le respect de la souveraineté nationale, l'élimination de la pauvreté, l'exercice des libertés fondamentales, la sécurité collective et le désarmement.

Pour assurer le plein emploi et la sécurité de revenu, il faut une paix durable. Le chômage, la faim et la pauvreté sont sources de conflits et de guerres.

Vivre en paix, c'est jouir de la liberté de pensée, de la liberté d'expression et d'association, et de la liberté de mouvement. Tous les peuples ont droit à l'indépendance nationale complète et à l'autonomie gouvernementale. L'oppression des individus, des peuples et des nations constitue une menace pour la paix.

C'est pourquoi depuis sa fondation la CISL lutte pour le pain, la paix et la liberté.

La paix, c'est pour les peuples la possibilité de défendre leurs valeurs, leur mode de vie, leur culture.

Les besoins de la défense ne peuvent en aucun cas justifier la course aux armements et ne devraient pas servir de prétexte à l'occupation de territoires par la force.

Tous les efforts doivent être faits pour éliminer les sources de tension, donner une nouvelle impulsion aux mesures visant à instaurer la confiance entre Etats, renforcer les mécanismes permettant de résoudre les conflits de manière pacifique et assurer la sécurité collective globale. Toutes les nations doivent réaffirmer leur attachement aux principes de la Charte des Nations Unies et promouvoir le respect à l'égard des Nations Unies et de leurs décisions fondées sur ces principes.

La course aux armements est un honteux gaspillage de ressources précieuses: hommes, matières premières, capitaux. Elles devraient servir à satisfaire les besoins essentiels des centaines de millions d'êtres humains qui, à travers le monde, vivent dans la plus affreuse misère.

Problèmes à surmonter

Depuis la dernière guerre mondiale, il y a eu plus de 130 conflits armés. La plupart d'entre eux ont eu lieu dans les pays en voie de développement. Leurs causes sont nombreuses. Séquelles du colonialisme, racisme, compétition pour le commerce et les ressources naturelles sont à leur base. Certains régimes, pour rester au pouvoir, ont tourné les armes contre leur propre peuple. Le développement du terrorisme international accroît l'insécurité et l'instabilité.

Ces conflits portaient en eux le risque d'un désastre mondial du fait de l'engagement des Etats-Unis et de l'Union soviétique. Le fossé toujours plus large entre le Nord et le Sud donne une nouvelle dimension au danger.

Aujourd'hui, plus que jamais, la paix est en danger. L'occupation de l'Afghanistan, violant le droit à l'autodétermination, a porté un coup sévère à la détente. Toute autre action militaire de ce genre y mettrait fin définitivement. Rien ne permet de penser que l'une ou l'autre des puissances mondiales soient prêtes à répondre aux vœux actuels des peuples du monde entier qui désirent un apaisement des tensions et le recul devant le précipice nucléaire.

La course aux armements, l'industrie et le commerce des armes

En 1980, les dépenses militaires globales ont été supérieures à 500.000 millions de dollars.

L'OTAN et l'Organisation du Pacte de Varsovie en sont principalement responsables, mais d'autres pays industrialisés y ont leur part.

Un nombre considérable de pays en voie de développement se sont joints à la course aux armements. Leur part est maintenant estimée à 15% des dépenses militaires globales contre 8% en 1976.

La progression de la technologie militaire conduit à l'escalade dans la course aux armements. La production de nouvelles armes mène au développement d'armes similaires ou de systèmes visant à les contrer en une spirale sans fin. Il y a des rumeurs constantes sur le développement d'armes chimiques ou biologiques hideuses. Le nombre, la diversité et la sophistication des armes conventionnelles ont atteint des niveaux sans précédent. Les pays producteurs se sont multipliés. L'expansion constante d'armes conventionnelles, toujours plus sophistiquées, crée par elle-même le motif de leur utilisation.

L'étendue exacte du commerce des armes n'est pas connue. Il est enveloppé dans le secret mais il est absolument clair qu'il a augmenté énormément.

mément, dû à l'entrée de nouveaux fournisseurs et de nouveaux clients sur le marché.

Le commerce des armes n'est pas confiné aux pays industrialisés ou aux régions de grande tension. La demande a augmenté non seulement pour satisfaire les besoins de sécurité mais aussi pour des raisons de prestige.

D'où l'urgente nécessité d'un contrôle international efficace du commerce des armes.

Les armes nucléaires

Les Etats-Unis et l'Union soviétique ont en leur possession plus de 95% des 40 à 50 000 têtes nucléaires existantes. Les autres nations possédant l'arme nucléaire sont la Chine, la France et le Royaume-Uni.

D'alarmants rapports font état du développement par plusieurs autres pays de dispositifs nucléaires.

Les systèmes de délivrance des armes nucléaires ont une précision toujours plus grande.

La sophistication des armes nucléaires et de leurs vecteurs apporte instabilité et incertitudes nouvelles.

Les armes nucléaires sont une menace immédiate pour l'existence de l'espèce humaine.

Elles n'assurent ni la paix ni la sécurité.

La prolifération des armes nucléaires augmente le danger de jour en jour.

Il est donc impératif de s'engager dans la voie du désarmement général équilibré sous contrôle international efficace.

Armes et emplois

Les activités militaires et la production d'armes occupent environ 60 millions de personnes à travers le monde. La moitié sont dans l'industrie, les autres dans les forces armées.

Une part considérable des dépenses militaires est consacrée à la production d'armes et d'équipements demandant des investissements majeurs de capitaux.

Les compagnies nationales et internationales ont tout intérêt à maintenir cette production, et elles peuvent souvent approcher les gouvernements et les parlements de près, de même qu'elles ont la possibilité de les influencer. Le lobby des armements doit être contrôlé. Les ressources gaspillées en armements pourraient être consacrées à des productions pacifiques et constructives qui créeraient plus d'emplois que les industries militaires dévoreuses de capitaux.

Pour cela, il faut planifier aussitôt que possible les mesures de reconversion et de recyclage qui permettront de tirer pleinement parti des possibilités de créer plus d'emplois et de satisfaire les besoins essentiels. La

reconversion ne peut être laissée au hasard. Elle doit s'intégrer à une politique économique et industrielle active, au niveau national. Elle exige le contrôle public et la participation des travailleurs au travers de leurs organisations syndicales. L'engagement de reconvertir doit faire partie des futurs accords en matière de désarmement.

C'est pourquoi une action nationale et internationale pour la reconversion et la création d'alternatives d'emploi est essentielle.

Armements et développement

La course aux armements détourne des ressources, cruciales pour le développement des pays du Tiers Monde.

Les dépenses militaires faites au cours d'une seule demi-journée suffiraient à financer tout le programme de l'Organisation mondiale de la santé pour l'éradication de la Malaria. Le coût d'un tank moderne fournirait 1000 classes à 30 000 enfants.

La course aux armements a pour résultat des distorsions dans le développement économique national et international. Elle néglige les besoins des travailleurs et des masses rurales et renforce les structures oppressives.

Les conséquences en sont une misère écrasante, la faim et la maladie.

Les budgets militaires de tous les pays devraient être diminués et les ressources réaffectées au développement.

La stratégie nucléaire: une illusion

Le mythe des armes nucléaires en tant qu'armes uniquement défensives doit être démasqué. Par leur nature même, ce sont des armes de destruction de masse.

La menace pour la sécurité que représentent le nombre grandissant des ogives nucléaires des deux côtés, la sophistication des systèmes de lancement de missiles et le risque d'accidents, l'emporte sur leur effet de dissuasion.

C'est une illusion fatale de croire qu'il pourrait y avoir une guerre nucléaire limitée. L'utilisation d'armes tactiques ou à portée moyenne – SS 20, Cruise, Pershing II ou armes à émission contrôlée de radiations – déclencherait inexorablement l'annihilation nucléaire globale.

Le maintien des forces conventionnelles aux hauts niveaux actuels est à la base du développement des armes nucléaires moyennes et tactiques.

Toute stratégie nucléaire menace la sécurité.

Obstacles au désarmement

Les gouvernements sont conscients des dangers inhérents à la course aux armements mais ils n'ont pas encore réussi à y mettre fin.

Ils s'accrochent à l'illusion de pouvoir assurer leur sécurité en augmentant leurs forces nucléaires et conventionnelles.

La lutte pour la domination économique et politique alimente le manque de confiance entre les Etats et les incite à s'armer. L'accumulation des armes nourrit encore davantage la méfiance.

Aussi longtemps que prévaut cette attitude, les mécanismes existants, destinés à promouvoir la sécurité, et fournis par les Nations Unies, le Comité du désarmement, la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, le processus SALT et les «Conversations de Vienne» ne seront pas utilisés efficacement.

Les gouvernements – de l'Est et de l'Ouest – n'ont pas tiré la conclusion inéluctable de leur politique d'auto-destruction:

Ils doivent désarmer ou toute vie sera anéantie.

Nous voulons agir

La CISL et ses affiliées, exprimant la profonde préoccupation des populations laborieuses à travers le monde,

- demandent que la poursuite de la paix ait la priorité sur tous les objectifs politiques;
- rejettent l'usage de la force pour résoudre les problèmes politiques et économiques;
- s'engagent à promouvoir la détente entre l'Est et l'Ouest et la solution des conflits par la voie de négociations et d'accords;
- condamnent la confiance mise dans les armes nucléaires et l'accumulation des armes conventionnelles;
- demandent la cessation immédiate de la production des armes et des essais nucléaires;
- soutiennent les politiques syndicales nationales pour l'abandon des armes nucléaires, selon l'esprit de ce document;
- demandent le contrôle efficace, au plan national et international, du commerce des armes.

La CISL et ses affiliées feront pression

- pour la reprise immédiate de négociations menant au désarmement général sous contrôle international, par la Commission des Nations Unies pour le désarmement, par le Comité de désarmement, les Conversations de Vienne, la CSCE, et le processus SALT;
- pour que gouvernements nationaux et institutions internationales - Nations Unies et OIT - mettent de toute urgence au point des politiques de reconversion en collaboration étroite avec les organisations syndicales représentatives;

- pour le retrait et la fin de la production des missiles SS 20 par l'URSS, en même temps que l'abandon de la production et du déploiement par les Etats-Unis d'Amérique des missiles Cruise et Pershing II et la production d'armes à émission contrôlée de radiations (neutrons);
- pour une authentique mise en pratique des mesures visant à instaurer la confiance;
- pour des accords sur la création et l'élargissement progressifs des zones non-nucléaires;
- pour la ratification et l'application la plus généralisée du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

La CISL et ses affiliées

- évalueront les répercussions du désarmement sur l'emploi, la croissance et le commerce et poursuivront un programme de reconversion et de recyclage, dans le cadre des négociations et accords de désarmement;
- surveilleront de très près les négociations internationales sur le désarmement et avanceront leurs propres propositions;
- élaboreront des politiques en vue de la réduction du commerce des armes;
- favoriseront le redéploiement des ressources de la production des armes vers la satisfaction des besoins essentiels et le passage à un nouvel ordre économique et social;
- favoriseront l'éducation, la discussion et l'échange d'informations sur les problèmes de la paix, de la sécurité et du désarmement.

La CISL invitera les Secrétariats professionnels internationaux et les organisations syndicales amies à coopérer à la promotion de la politique de la CISL en matière de paix, de sécurité et de désarmement.

La CISL et ses affiliées feront CAMPAGNE pour créer la volonté politique de réaliser ces objectifs de paix.

- par l'information des travailleurs et du public en général sur ce qui est en jeu;
- par l'exercice de son influence directement sur les gouvernements et les organisations intergouvernementales.

6 novembre 1981